

DANIEL BALOUP

La Reconquête

Un projet politique
entre chrétienté et Islam

ARMAND COLIN

Collection Mnémosya

Illustration de couverture : akg-images / Bildarchiv Steffens

Cartographie : Carl Voyer

Mise en pages : Nord Compo

Les cartes de cet ouvrage ont été réalisées par Carl Voyer.

NOUS NOUS ENGAGEONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT :



Nos livres sont imprimés sur des papiers certifiés pour réduire notre impact sur l'environnement.



Le format de nos ouvrages est pensé afin d'optimiser l'utilisation du papier.



Depuis plus de 30 ans, nous imprimons 70 % de nos livres en France et 25 % en Europe et nous mettons tout en œuvre pour augmenter cet engagement auprès des imprimeurs français.



Nous limitons l'utilisation du plastique sur nos ouvrages (film sur les couvertures et les livres).

© Armand Colin, 2023

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

ISBN 978-2-200-63262-5

Pour Farah

Introduction

La Reconquête a-t-elle eu lieu ?

L'histoire de la péninsule Ibérique est émaillée d'épisodes et de personnalités dont le débat public se saisit périodiquement dans un mouvement d'appropriation qui ne va pas sans poser problème. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il a gagné en intensité depuis une vingtaine d'années : les interventions militaires occidentales au Proche-Orient, l'essor de l'islam politique et les attentats aux États-Unis et en Europe ont conduit de nombreux commentateurs à mobiliser, pour expliquer notre présent, la mémoire de la coexistence entre chrétiens et musulmans sur le sol hispanique pendant le Moyen Âge. Deux objets d'histoire, liés mais distincts, se retrouvent ainsi au premier plan : la « tolérance » religieuse en al-Andalus et la Reconquête.

Dans les faits, la « tolérance » n'a jamais existé au sens moderne du terme puisque, si différentes communautés confessionnelles ont bien cohabité en terres d'islam, ce n'était pas sur un pied d'égalité ni dans un esprit d'acceptation réciproque. Le mythe se voit néanmoins convoqué, soit pour démontrer la viabilité de sociétés multiculturelles apaisées et épanouies, soit pour opposer la bienveillance islamique envers les individus d'autres religions à l'intransigeance occidentale. Dans le même contexte, la Reconquête donne aussi matière à des usages polémiques contradictoires : d'une part, avec les croisades, elle sert plus qu'à son tour à illustrer un discours essentialiste sur la vocation expansionniste de l'Occident – une vocation qui, de Tolède à Bagdad, s'exprimerait particulièrement aux dépens des pays musulmans. D'autre part, plus récemment, elle est devenue en Espagne comme dans plusieurs autres pays d'Europe la référence de mouvements politiques qui tendent à assimiler les migrants en provenance du monde islamique à des envahisseurs dont il serait urgent de libérer le sol

européen. En vérité, l'entreprise complexe que désigne cette notion, elle-même problématique, mérite mieux. Mais ceux qui la manipulent ont au moins raison sur un point : sa bonne compréhension est susceptible de nourrir la réflexion nécessaire sur la relation entre Occident et Islam.

De quoi parle-t-on ?

De prime abord, il peut sembler assez facile de définir la Reconquête : ce mot sert habituellement à désigner l'expansion territoriale des royaumes hispaniques à l'époque médiévale, une expansion qui s'opère aux dépens d'al-Andalus, c'est-à-dire des espaces de la péninsule Ibérique conquis par les Omeyyades au début du VIII^e siècle.

L'origine de la confrontation peut être rappelée à grands traits. Au moment où s'efface l'autorité de Rome en Occident, entre les IV^e et V^e siècles, l'Hispanie est une province riche, très romanisée, d'où sont issus de nombreux cadres de l'Empire – dont plusieurs empereurs. Elle attire très tôt la convoitise de peuples installés par les autorités romaines au IV^e siècle pour défendre les frontières et maintenir l'ordre. Les Wisigoths y font souche et se rendent assez vite indépendants de la tutelle impériale. Contraints d'abandonner aux Francs les territoires qu'ils contrôlaient au nord des Pyrénées après la bataille de Vouillé (507), ils choisissent Tolède pour capitale. Le royaume wisigothique est puissant et cultive l'héritage de Rome, dont ses souverains se veulent les continuateurs. Mais le caractère électif de la royauté induit de nombreux troubles : les grandes familles s'affrontent régulièrement pour imposer leur candidat au trône. C'est dans l'un de ces moments de crise que survient la conquête islamique.

Dès les années 630, les premiers califes – c'est-à-dire les successeurs du Prophète Mahomet à la tête de la communauté des musulmans – ont engagé une politique d'expansion visant à asseoir leur légitimité et à accroître leurs revenus en prenant le contrôle des routes commerciales qui traversent le Proche-Orient. D'abord dirigée vers le nord et vers l'est, contre les Empires perse et byzantin, cette dynamique expansionniste se tourne ensuite vers l'ouest. Les Arabes atteignent l'Atlantique au tout début du VIII^e siècle – Tanger serait tombée en 708. Entre l'Afrique du Nord et la péninsule Ibérique, le détroit de Gibraltar est un seuil facile à franchir. Selon toute probabilité, les premiers contingents musulmans – composés d'Arabes et de Berbères récemment convertis – le traversent à l'appel d'un des partis qui s'affrontent pour la succession du roi Witiza, mort en 710. Rodéric, à peine installé sur le trône wisigothique, est tué au combat à proximité du fleuve Guadalete en juillet 711.

Les choses vont ensuite très vite. Fortement divisées, les élites wisigothiques ne parviennent pas à se coordonner face à l'envahisseur, chacune préférant défendre ses propres positions. Certains tentent de résister derrière les murailles de leurs villes, mais beaucoup – la plupart, sans doute – préfèrent pactiser : en effet, comme ils l'ont fait partout ailleurs depuis le début de leur expansion, les musulmans privilégient une issue négociée. Cette politique est justifiée par l'attitude prêtée à Mahomet lorsqu'il s'installe à Médine après l'Hégire, en 622 : le Prophète aurait accordé sa protection aux chrétiens et aux juifs qui se trouvaient dans la ville en échange de la reconnaissance de son autorité. Elle répond à des nécessités pratiques : d'une part, la politique des pactes permet de limiter l'effort de guerre en épargnant aux conquérants d'investir leurs moyens limités dans des combats et des sièges coûteux en temps et en hommes ; d'autre part, elle pallie l'incapacité où se trouvent les musulmans à déployer rapidement l'appareil militaire et administratif nécessaire au contrôle et à l'exploitation des conquêtes.

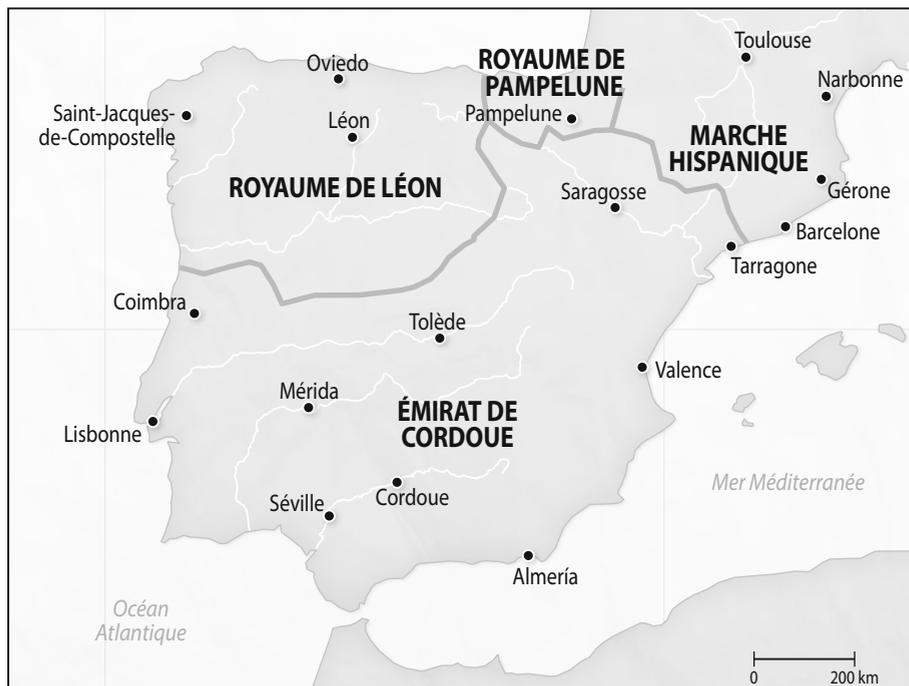
Passé l'effroi de l'invasion, les populations de l'ancien royaume wisigothique n'observent donc, dans un premier temps, que peu de changements : elles peuvent être amenées à côtoyer les membres des garnisons arabes et berbères qui quadrillent le territoire et qui affichent leur appartenance à une foi différente de la leur ; elles paient l'impôt à un pouvoir lointain – le califat omeyyade, dont la capitale est à Damas – qui requiert l'allégeance des élites locales. Mais pour le reste, c'est le *statu quo* qui prévaut : sous l'autorité d'un représentant du calife dont la présence passe inaperçue pour la grande majorité des habitants, les mêmes potentats et les mêmes fonctionnaires administrent des communautés dont l'activité s'inscrit dans des cadres juridique et religieux inchangés : les musulmans ne cherchent pas à convertir les vaincus. L'arabisation et l'islamisation de cette terre que l'on peut appeler désormais al-Andalus sont des processus longs et complexes qui ne sont pas l'objet de ce livre. Leur analyse doit d'ailleurs se situer à une autre échelle que celle ici retenue : pour l'essentiel, ils se déroulent en péninsule Ibérique comme en Égypte ou en Syrie.

Un événement survient, néanmoins, qui singularise fortement al-Andalus par rapport au reste du monde islamique : son indépendance précoce vis-à-vis de l'autorité califale. Au milieu du VIII^e siècle, le descendant d'un oncle de Mahomet, Abû al-Abbâs Al-Saffâh, se fait proclamer calife aux dépens des Omeyyades qui étaient parvenus à patrimonialiser la fonction. Ce faisant, il fonde la dynastie abbasside qui se maintient ensuite jusqu'au milieu du XIII^e siècle à Bagdad. Afin d'empêcher toute tentative contre-révolutionnaire,

les membres de la famille omeyyade et leurs soutiens sont massacrés ou dispersés. Parmi ceux qui réchappent de cette purge – la tradition affirme qu'il aurait été le seul survivant –, 'Abd al-Rahmân prend le parti de s'enfuir vers l'ouest. En péninsule Ibérique, les secteurs fidèles aux Omeyyades restent assez nombreux et puissants pour que le jeune prince s'installe. Sa prise de pouvoir vaut déclaration d'indépendance vis-à-vis du calife abbasside, et elle marque la naissance de l'émirat omeyyade de Cordoue – du nom de la ville choisie pour capitale par 'Abd al-Rahmân.

À partir de ce moment, al-Andalus déploie une trajectoire autonome mais qui reste pleinement inscrite, par-delà les rivalités dynastiques, dans celle plus globale du monde islamique. Autant que la filiation de ses premiers souverains, la relation avec la chrétienté voisine contribue à orienter sa course. Dans un premier temps, l'influence omeyyade ne s'étend pas à la totalité de la péninsule Ibérique dont la frange nord-occidentale, difficilement accessible et faiblement mise en valeur, est délaissée par les autorités musulmanes. Elle déborde les Pyrénées, en revanche, puisque la Septimanie – autour de Narbonne – est conquise. Mais les Francs se révèlent des adversaires plus redoutables que les Wisigoths : ils refoulent l'envahisseur et prennent pied, autour de 800, dans le secteur nord-oriental de la péninsule. Aux deux extrémités du massif pyrénéen et sur les côtes de l'actuel golfe de Gascogne, jusqu'en Galice, des pouvoirs chrétiens émergent lentement et finissent par défier le pouvoir musulman.

La situation créée par la conquête islamique et la riposte franque ne cessent ensuite d'évoluer. Jusqu'à la fin du xv^e siècle, les acteurs de cette histoire s'affrontent, cohabitent et se transforment. Les pouvoirs chrétiens finissent par s'organiser en quatre entités : royaume de Portugal, Couronne de Castille, royaume de Navarre et Couronne d'Aragon. En plusieurs étapes, rythmées par l'intervention de puissances étrangères à la péninsule Ibérique, l'emprise territoriale des souverains omeyyades et de leurs successeurs recule. On ne parle pas alors de Reconquête. Dans la documentation médiévale latine, l'entreprise est présentée comme un projet de récupération (*recuperatio*) du terrain perdu et de restauration (*restauratio*) de la chrétienté et de l'ancien ordre politique, associé au souvenir du royaume des Wisigoths. C'est cette même notion de restauration que les historiens modernes, à partir du xvi^e siècle, reprennent à leur compte. Le terme « Reconquête » est une invention lexicale tardive, qui ne s'impose que dans le dernier quart du xix^e siècle et qui, pratiquement dès les premiers temps de son usage, suscite la controverse.



Carte 1 – La péninsule Ibérique au IX^e siècle.

Du poids des mots

Le terme pose en effet problème ; en témoignent les stratégies d'évitement déployées par certains historiens. En français, « Reconquête » est souvent écrit entre guillemets ou remplacé par son équivalent espagnol : « *Reconquista* ». Parfois, on trouve aussi à sa place « conquête féodale ». Un peu d'historiographie permet de comprendre ces précautions.

« Reconquête » s'impose au XIX^e siècle, à l'époque de l'écriture de ce qu'il est convenu d'appeler un « roman national », celui de l'Espagne. Alors que l'empire de Charles Quint n'est plus qu'un lointain souvenir – la perte de Cuba et des possessions caribéennes en 1898 est vécue comme une tragédie –, que les ambitions coloniales manifestées au Maroc s'enlisent, l'histoire du Moyen Âge hispanique est repensée sur un mode héroïque comme le moment d'émergence de la communauté nationale. Plus précisément, dans le récit collectif qui se met en place, la lutte contre les pouvoirs musulmans

devient l'épreuve de vérité dans laquelle se révèle l'unité d'un peuple disposé à tous les sacrifices pour libérer sa terre et pour défendre sa foi. Installé dès les années 1870, ce mythe fondateur est ensuite repris et ressassé par la propagande franquiste, pendant la guerre civile (1936-1939), et plus encore après la victoire des insurgés qui trouvent dans la Reconquête matière à l'exaltation des valeurs nationales et catholiques portées par le nouveau régime.

Il ne faut pas croire pour autant que cette vision de l'histoire médiévale de l'Espagne soit propre aux secteurs les plus réactionnaires du spectre politique. En témoigne, par exemple, la querelle qui oppose après 1950 deux figures de l'exil républicain, tous deux éminents médiévistes : Américo Castro et Claudio Sánchez-Albornoz. Au premier qui recherche l'essence de l'hispanité dans la coexistence et les influences croisées entre juifs, chrétiens et musulmans pendant le Moyen Âge, le second oppose une lecture qui n'est pas loin de rejoindre celle de ses adversaires politiques : comme les partisans du régime honni du général Franco, Sánchez-Albornoz affirme que le peuple espagnol préexistait à l'invasion islamique et que la Reconquête a contribué de façon décisive à en forger l'âme – une âme caractérisée, selon lui, par son amour de la liberté, le temps des pouvoirs musulmans étant perçu comme celui d'une intolérable occupation. De part et d'autre de la fracture idéologique qui traverse la société espagnole à cette époque, la Reconquête est donc revendiquée comme un projet existentiel.

Son omniprésence dans la culture politique et populaire du xx^e siècle espagnol n'empêche pas une adoption d'abord sans réserve dans les milieux académiques : « Reconquête » est couramment utilisé dans les publications scientifiques pour désigner l'expansion territoriale des royaumes hispaniques. C'est au sein de l'université, néanmoins, que pointent les premières critiques. Surgies dans les années 1970, elles s'expliquent sans aucun doute par la volonté de mettre à distance l'histoire officielle promue par un régime finissant – Franco meurt en 1975. Mais le pas de côté lexical traduit aussi un désaccord de fond : le mot « Reconquête » serait issu d'une historiographie qui ferait la part trop belle aux motivations religieuses, culturelles et idéologiques. Or une nouvelle lecture du phénomène gagne en influence, inspirée du matérialisme historique, qui considère les facteurs économiques et sociaux comme déterminants. Le conflit avec les pouvoirs musulmans n'aurait pas été une lutte au service de Dieu et pour la liberté, mais une guerre de prédation visant à s'assurer le contrôle des moyens de production.

À la même époque, voire un peu plus tôt, la montée en puissance de préoccupations alors qualifiées de « tiers-mondistes » contribue également au

discrédit du mot « Reconquête ». C'est la place de l'islam dans l'histoire de l'Europe qui est en cause : écrire que la chute de Grenade en 1492 marque la fin de la Reconquête ne revient-il pas à affirmer que les musulmans n'ont jamais été chez eux sur cette terre, où ils vivent pourtant depuis presque huit siècles ? N'est-ce pas une façon de dire qu'ils sont des étrangers, en ignorant que l'immense majorité des habitants de l'émirat nasride ont des origines autochtones ? En outre, parler de « Reconquête » alors que les Wisigoths ont disparu de la scène au début du VIII^e siècle et que ce ne sont pas eux qui s'emparent plus tard de Tolède ou de Séville aux dépens des musulmans créerait un effet de continuité trompeur en faisant prévaloir l'appartenance confessionnelle comme critère d'identification. Manière de laisser entendre, sans forcément le vouloir, que l'époque de la domination islamique fut comme une parenthèse qu'il était naturel, inéluctable, peut-être même nécessaire de chercher à refermer.

La critique se déploie donc sur deux plans : d'une part, le mot « Reconquête » induirait des biais susceptibles de nuire à la bonne compréhension du phénomène qu'il désigne ; d'autre part, ses usages sociaux contribueraient à renforcer dans la culture populaire une perception antagoniste des rapports entre l'Islam et l'Europe. La prudence manifestée par de nombreux historiens s'explique aujourd'hui encore par la prise en compte de ces deux écueils. Mais l'embarras demeure en l'absence d'alternative convaincante : la notion de « conquête féodale » mobilisée par certains pour ne pas dire « Reconquête » n'est pas plus satisfaisante, en cela qu'elle induit une survalorisation des facteurs socio-économiques. Son usage renvoie, en outre, à d'autres querelles ; il s'observe principalement dans les universités de Catalogne ou de Valence, où le mot « Reconquête » est associé à un récit centré sur la Castille et qui minorerait la contribution historique des états de l'ancienne Couronne d'Aragon. Dans un pays – l'Espagne – travaillé par les revendications régionalistes, la question n'est pas anodine.

Est-il possible de dépasser ces difficultés ? Je ne le crois pas, et ce ne doit pas être un objectif en soi, du moins pas à n'importe quel prix. On l'a vu : ignorer les enjeux attachés à une catégorie historiographique ou à une notion induit des risques évidents d'erreur d'analyse et d'interprétation. Pour autant, bannir une catégorie dans l'espoir d'évacuer ces risques relève d'une forme d'utopie : il n'en existe pas d'innocentes et beaucoup devraient alors être écartées, à commencer par les plus couramment utilisées – comme « Moyen Âge », par exemple. Dans ce livre, il sera question de la Reconquête. J'écris ce mot avec une majuscule car il s'agit d'une catégorie historiographique qui ne décrit pas une réalité historique : la Reconquête n'a pas été une reconquête.

Je ne l'écris pas entre guillemets parce que je n'en mets pas non plus à Moyen Âge ou à Renaissance. Mais pour se permettre cet usage, il importait d'évoquer les controverses dont il vient d'être question. Il importe surtout, désormais, de savoir de quoi on parle. L'ambition des pages qui suivent se trouve bien là : dans la volonté de donner à voir et à comprendre un phénomène dont la nature profonde n'est pas si facile à saisir.

Une proposition

Écrire un livre sur la Reconquête impose d'abord de ne se laisser porter ni par une thèse ni par une autre. Il ne sera pas question ici de chercher à démontrer la capacité de chrétiens et de musulmans à vivre ensemble ou, au contraire, l'impossibilité d'une coexistence pacifique. Quel sens cela aurait-il, d'ailleurs ? Les sociétés dont il sera question dans ces pages n'ont pas grand-chose en commun avec les nôtres. Les attitudes adoptées par les individus qui les composaient et les dynamiques collectives qui se manifestaient ne peuvent se comprendre que replacées dans un environnement matériel, politique, social et culturel révolu depuis bien longtemps. Comme dans tout livre d'histoire, l'enjeu consistera à mettre en évidence autant que possible l'articulation du fait au contexte. Le fait : il faudra d'abord décrire, ce qui n'est jamais tout à fait neutre, surtout lorsque l'on a l'ambition de ne pas s'étendre et de ne pas rentrer dans les détails. Les trois premiers chapitres seront donc consacrés aux circonstances et aux conditions de l'expansion des royaumes hispaniques entre le XI^e et le XV^e siècle. Le contexte : il sera envisagé sur deux plans, avec un chapitre consacré à l'idée de guerre sainte et un autre dans lequel seront discutées différentes expériences de coexistence.

Rabattre l'un sur l'autre n'est pas simple tant l'histoire de la Reconquête apparaît, au premier regard, traversée de multiples contradictions. Comment expliquer que des troupes chrétiennes aient participé au saccage de Saint-Jacques-de-Compostelle sous les ordres d'al-Mansûr à la fin du X^e siècle ? Comment expliquer que des combattants musulmans se soient trouvés du côté du roi de Castille au moment de la conquête de Séville, au milieu du XIII^e siècle ? Comment expliquer que, tout au long de la période et jusqu'à la chute de Grenade en 1492, une guerre menée au nom de Dieu ait donné naissance à une société multiconfessionnelle ? Certains se sont employés à justifier ces situations par l'impossibilité circonstancielle dans laquelle se seraient trouvés les rois hispaniques de parvenir plus tôt à une unité religieuse qui aurait été dès l'origine à l'horizon de leur entreprise. D'autres ont essayé

de réduire ces mêmes contradictions en postulant l'insincérité des acteurs engagés dans ce grand mouvement d'expansion : selon eux, l'appartenance confessionnelle n'aurait compté pour rien, et le discours de guerre sainte serait brandi dans les textes de l'époque pour habiller des motivations moins avouables, qui tenaient à la recherche du butin et à la volonté de pouvoir.

Aucune de ces deux options ne m'apparaît convaincante. La première tombe dans un travers bien identifié qui consiste à expliquer un phénomène en l'abordant à rebours, à la lumière de son résultat final – et sans tenir compte des aléas qui font que le but atteint n'est pas forcément celui qui était recherché. La deuxième relève d'une prétention difficilement soutenable : le secret des consciences échappe à l'historien et, au moins s'agissant des périodes anciennes, celui-ci n'a jamais en main les pièces nécessaires pour ouvrir un procès en duplicité. Rien ne permet d'affirmer que les rois hispaniques ou n'importe lequel de leurs soldats cherchaient un prétexte à leur cupidité en déclarant combattre pour la plus grande gloire du christianisme ; et l'on ne voit pas bien, en vérité, ce qui pouvait les empêcher de penser être en mesure de servir *à la fois* Dieu et leurs propres intérêts. La proposition contenue dans ce livre explore une troisième voie, peut-être plus pragmatique et plus modeste que les deux autres. Elle suppose de ne pas considérer les contradictions dont nous parlons comme des anomalies et de reconnaître qu'aucune grande entreprise humaine n'en est exempte. L'enjeu sera de comprendre les besoins et les aspirations qui se manifestent ainsi que les cadres culturels qui les rendent réalisables et intelligibles.

Chapitre 1

Prémices de l'expansion

Il peut y avoir débat sur la date de début de la Reconquête. Une tradition encore vivace retient comme point de départ la bataille de Covadonga qui aurait vu des troupes chrétiennes commandées par un certain Pélage l'emporter sur une armée musulmane autour de 720. Mentionné dans les chroniques médiévales dès la fin du ix^e siècle, l'événement est sujet à caution : aujourd'hui, les historiens ne sont pas certains que la bataille ait bien eu lieu. Dans tous les cas, l'expansion territoriale des royaumes hispaniques ne commence pas si précocement. Ses premières manifestations s'observent dans le nord-ouest de la péninsule après 750, mais elle n'entraîne pas alors le recul de l'emprise islamique. La zone concernée, située entre la cordillère Cantabrique et le fleuve Duero, n'est pas revendiquée comme faisant partie de l'émirat omeyyade, et les rois des Asturies n'ont pas à faire usage de la force pour s'en emparer : ils élargissent leur domaine par la colonisation pacifique d'espaces sur lesquels aucune autorité établie ne s'exerce.

Si le mot « Reconquête » désigne l'agrandissement des royaumes hispaniques aux dépens d'al-Andalus, son usage ne se justifie donc qu'à partir de la deuxième moitié du xi^e siècle. C'est alors que, pour la première fois, des territoires gouvernés par les Omeyyades depuis presque quatre cents ans, profondément islamisés, tombent aux mains d'un souverain chrétien : en 1064, Coimbra est conquise par Ferdinand I^{er} de Léon puis, en 1085, son fils Alphonse VI s'empare de Tolède et de sa région. La conquête de l'ancienne capitale wisigothique marque le premier grand accomplissement d'un vaste dessein puisque, dès cette époque, le projet de « récupération » de l'entièreté de la péninsule Ibérique anime les pouvoirs chrétiens de façon explicite. Elle est surtout l'aboutissement d'un cycle qui voit les Omeyyades de Cordoue atteindre le sommet de la puissance avant de disparaître.